

Vive le Marxisme-Léninisme-Maoïsme! Vive la Guerre Populaire!

Front Patriotique

Communiqué commun

14 septembre 1977

[Par cette déclaration commune la Zanu et la Zapu alliées en Front Patriotique s'opposent au plan anglo-US de résolution du "problème rhodésien.]

1.Un plan néo-colonial

Les principes suivants sont énoncés :

- le principe selon lequel l'indépendance est un droit non-négociable du peuple de Zimbabwe, et que seules sont négociables les modalités destinées à faire de l'indépendance une réalité.
- Le principe d'élections universelles démocratiques.
- La reconnaissance du fait que la situation au Zimbabwe est une situation de guerre, elle ne peut être résolue que par les parties directement en cause, le gouvernement britannique et "ses relations et parents" coloniaux d'un côté, et le Front Patriotique

de l'autre côté.

- l'acceptation de ces principes par la Grande-Bretagne est le résultat de longues années d'âpre lutte et de coûteux sacrifices de la part du peuple de Zimbabwe contre un régime colonial intransigeant. Toutefois nous pensons qu'ils reflètent une phase significative dans la lutte armée de libération qui se poursuit.

Cependant (...) l'authentique indépendance pour laquelle nous combattons est encore en termes concrets toujours aussi loin, puisque l'appareil du gouvernement de transition nie le processus (...).

Nous observons que malgré l'acceptation par la Grande-Bretagne des principes énoncés plus haut, les mécanismes qu'elle a définis ne conduisent pas à des élections démocratiques libres, ni à un Zimbabwe authentiquement indépendant. (...)

La prémisse posant que le problème rhodésien sera résolu dans le contexte d'un retour de "l'illégalité à la légalité" est erronée et hors de propos.

En lisant ce point avec la clause 18 C de l'annexe C sur l'amnistie, affirmant qu'il sera nécessaire d'effacer la responsabilité tant civile que criminelle des actes "commis dans la poursuite de la rébellion et de ceux commis en résistance contre elle", il apparaît clairement que les forces de libération ont mené et mènent la lutte contre la rébellion de Smith et donc ont aidé l'autorité coloniale britannique à ramener la situation à la légalité.

Cette distortion délibérée est une insulte à notre noble cause (...). En d'autres mots, nous combattons le colonialisme britannique et

il est indifférent qu'il se désigne lui-même comme légal ou illégal.

2. Le commissaire résident

Il doit exercer à lui seul des fonctions législatives et exécutives, être le commandant en chef de toutes les forces armées, désigner les juges, contrôler les services publics et la police - en résumé, contrôler toutes les forces en Rhodésie.

Le Front Patriotique, l'unique force armée de libération du peuple de Zimbabwe, serait donc appelé à se livrer au Commissaire, puisque selon la clause 5 de l'annexe B celui-ci serait "le commandant-en-chef de toutes les forces armées qui opèrent légitimement en Rhodésie."

Selon toute logique, on ne peut attendre des forces de libération qu'elles livrent leur puissance de feu, qui a amené les Britanniques à parler de solutions, à cette même puissance coloniale, qui a toujours entravé l'introduction des élections démocratiques et loyales et l'indépendance du Zimbabwe.

Le peuple de Zimbabwe en est arrivé là en comptant sur ses propres forces et doit se fonder sur le pouvoir de ses propres forces de libération pour obtenir des élections démocratiques, libres et loyales, et l'indépendance, afin de ne pas être entraîné par les courants scissionnistes vers une fausse indépendance (...)

Bien qu'un Commissaire Résident soit inévitable pour le processus de décolonisation, nous ne pouvons accepter qu'il assume des pouvoirs coloniaux absolus (...)

3. Démanteler l'édifice colonial

Les normes de transition prévoient que le Commissaire assume le contrôle du système gouvernemental édifié par le fasciste Smith et qu'il l'utilise dans sa totalité (excepté le remplacement du commissaire de police et quelques autres changements minimes) pour arriver à ce qui est appelé des "élections libres et impartiales sur la base du suffrage universel."

La police est paramilitaire et dans les opérations combinées, les policiers assassinent les Zimbabwéens, et brûlent maisons et biens. La police persécute, terrorise et moleste le peuple. Ces crimes sont commis en commun avec les armées du régime, ses administrateurs civils et ses juges.

Sous quel angle les élections pourront-elles être considérées comme telles si elles sont entourés par les laquais de Smith : le policier, le soldat, le commissaire de district, le juge, tous supervisés par un fonctionnaire colonial britannique, tous alliés hier pour pendre des centaines de combattants qui luttèrent uniquement pour un Zimbabwe indépendant basé sur des "élections libres, démocratiques et impartiales, au suffrage universel" ?

L'aspect électoral n'est utilisé que comme un piège pour distordre la démocratie en faveur de certaines forces économiques.

Les "Propositions" invitent le secrétaire général de l'ONU à désigner un représentant pour participer aux accords de transition, et une Force de Défense qui devra être approuvée par le Conseil de Sécurité... Il est clair que la Grande-Bretagne, aidée des USA, invite l'ONU à restaurer son pouvoir colonial

pour l'exercer de manière absolue, à travers le Commissaire.

Cette force est considérée comme une force de "maintien de la paix". Entre quelles forces ? La guerre de libération oppose les forces de libération sous le commandement du Front Patriotique, aux forces coloniales britanniques.

Comment les Nations-Unies, engagées dans une politique de décolonisation et de soutien à la lutte de libération, pourront-elles être appelées à servir d'intermédiaire entre les forces de libération et les forces coloniales, dans le but d'aider la puissance coloniale ?

4. L'armée du peuple

Les "propositions" parlent de l'édification d'une nouvelle Force de Défense Nationale, qui serait constituée pendant la transition et devrait être loyal envers le gouvernement élu du Zimbabwe. On présume qu'elle serait organisée par le Commissaire Résident.

Notons que le Royaume-Uni a eu pendant ses 80 ans de présence coloniale l'occasion de constituer une Force du Zimbabwe loyal envers le peuple. Au contraire, il a créé une monstrueuse force colonial-fasciste, qui est aujourd'hui la source de l'oppression.

Au cours de deux années de lutte, le peuple de Zimbabwe a édifié une armée patriotique de libération. Le Commissaire Résident ne peut en créer une qui soit plus fidèle au Zimbabwe que l'armée patriotique née de la lutte (...).

Donc, il ne peut y avoir une nouvelle armée pour le Zimbabwe

indépendant. Les forces patriotiques de libération constituent l'armée qui défendra l'indépendance et la démocratie du Zimbabwe.

Nous devons être catégoriques sur la question des forces armées du régime rhodésien : elles doivent être totalement démantelées, y compris la police qui est paramilitaire, comme nous l'avons déjà dit, et qui demeure un instrument destiné à maintenir les Zimbabwéens dans des camps de concentration et à exercer les pires cruautés contre les civils et les combattants de la liberté (...).

De même, les juges, les magistrats et les fonctionnaires devront subir des recyclages, pour la reconduction de leurs tâches pendant la période de transition, et les éléments inacceptables devront être écartés (...).

L'unique garantie pour l'accession définitive du Zimbabwe à une authentique indépendance, c'est l'engagement direct des forces patriotiques de libération dans tous les organes et à toutes les fonctions des structures de transition, jusqu'à ce que le pouvoir soit complètement transféré au peuple, par des élections démocratiques, libres et loyales.

A cette fin, le Front Patriotique est prêt à entamer des discussions avec le gouvernement britannique pour accélérer le transfert des pouvoirs au peuple de Zimbabwe.

Le problème du Zimbabwe n'est pas l'élection d'un "président", mais:

1 - la destruction du colonialisme et de ses institutions;

2 - l'obtention d'une indépendance réelle;

3 - la démocratisation , non seulement du droit de vote, mais aussi de toutes les institutions et du mode de vie.

C'est cet objectif de démocratie totale que craint le plus l'impérialisme, d'où son recours à la "démocratie contrôlée" pour créer des fantoches néocoloniaux.